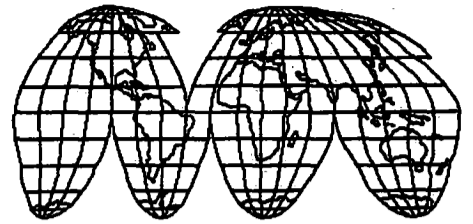


Du 23 au 29 mars 1995



**Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)**

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

Nouveaux accords entre le Canada et la République du Kazakhstan

Le 29 mars 1995, n° 61

Un accord de commerce et une déclaration de principes ont été signés entre le Canada et la République de Kazakhstan, en présence du premier ministre, M. Jean Chrétien, et de son homologue kazakh, M. Akezhan M. Kazhegeldin, en visite au Canada. La déclaration de principes, qui établit le fondement des relations présentes et à venir entre les deux pays, a été signée par le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. Raymond Chan, et par le ministre kazakh des Affaires étrangères, M. Kasymzhomart K. Tokaev. L'accord de commerce, signé par M. Chan et par le ministre kazakh de l'Économie, M. Altai L. Tleuberdin, facilitera les échanges bilatéraux et fournira aux gens d'affaires canadiens de meilleures garanties concernant leurs intérêts et leurs activités au Kazakhstan. « Cet accord, de même que la déclaration de principes, apporte la preuve concrète du développement des relations économiques et politiques entre nos deux pays », a indiqué M. Chan.... Enfin, également, le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé un ensemble de mesures d'assistance technique de 1,1 million de dollars en faveur du Kazakhstan, visant principalement les activités canadiennes dans les secteurs des mines et du pétrole et du gaz.

**M. Ouellet participera à la conférence ministérielle
extraordinaire de la Francophonie à Paris**

Le 28 mars 1995, n° 60

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé qu'il présidera la délégation canadienne à la conférence ministérielle extraordinaire de la Francophonie qui se tiendra à Paris, le 30 mars. Cette conférence ministérielle a été convoquée pour permettre aux représentants des pays membres de se pencher sur des questions inhérentes à l'avenir de la Francophonie, soit les grandes orientations de la coopération francophone, le fonctionnement des institutions de la Francophonie (particulièrement les relations entre les Sommets et l'Agence de coopération culturelle et technique), et l'élargissement de la Francophonie à d'autres pays désireux d'en faire partie.

Visite de la secrétaire d'État, M^{me} Stewart, au Ghana

Le 27 mars 1995, n° 59

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé que la secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), M^{me} Christine Stewart, visite le Ghana du 26 au 30 mars. Il s'agit de la première visite ministérielle dans ce pays depuis mai 1993. « Je me réjouis de pouvoir observer sur place l'évolution de ces projets, car ils représentent une partie importante du programme de l'ACDI en Afrique », a déclaré M^{me} Stewart.

**M. MacLaren décerne la Coupe Défi du ministre du Commerce
international aux étudiants de maîtrise en administration
des affaires de l'Université d'Ottawa**

Le 23 mars 1995, n° 58

L'honorable Roy MacLaren a remis à un groupe de six diplômés en administration des affaires de l'Université d'Ottawa la « Coupe Défi du ministre du Commerce international » pour l'année en cours. La Coupe est décernée à la meilleure équipe canadienne qui participe au Concours international d'étude de cas organisé chaque année par l'Université Dalhousie. Les membres de l'équipe canadienne gagnante sont : Claudia Abourizk, Christian Bilodeau, Fabrice Doisneau, Cameron Lawson, Adam Rubin et Christine Scott. M^{me} Jane Fulton est la conseillère pédagogique de l'équipe. « Je félicite ces étudiants d'avoir pu montrer comment ils aideront le Canada à relever les défis posés par la mondialisation du commerce, a déclaré M. MacLaren. L'enseignement dans ce domaine est un élément crucial de notre compétitivité future. Comme de plus en plus d'étudiants entreprennent des études dans ce domaine, ou cherchent à se perfectionner, le Canada sera en meilleure position pour relever les défis qui l'attendent sur le marché mondial. »

DISCOURS

La semaine dernière, la communauté internationale s'est finalement entendue sur le choix d'un nouveau directeur général de l'Organisation mondiale du commerce [OMC] — trois mois après l'échéance fixée et près d'un an après le lancement triomphal de l'OMC à Marrakech. Ces débuts peu prometteurs ne révèlent pas seulement les faiblesses qui caractérisent le processus suivi pour le choix des dirigeants d'institutions multilatérales, bien que ces déficiences soient certainement préoccupantes. La persistance du désaccord entre l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie sur cette question reflète à maints égards le défi plus fondamental auquel fait face l'économie mondiale : comment faire en sorte que les forces de plus en plus grandes du régionalisme, particulièrement au sein des économies dites de la triade, continuent à contribuer à l'édification d'un ordre multilatéral plus vaste? [...] Pour le Canada, le régionalisme n'est pas une fin en soi; au contraire, nous encourageons l'expansion des blocs régionaux pour pouvoir un jour les

remplacer par autre chose. C'est pourquoi il importe d'entretenir la dynamique de l'ALENA. D'un côté, nous nous efforçons d'étendre l'Accord à d'autres pays, d'en élargir le cercle et d'en propager les règles [...] Tout cela ne doit pas nous cacher la question fondamentale, à savoir si notre monde veut encore libéraliser le commerce. Ma réponse est simple, sinon simpliste : nous n'avons vraiment pas le choix. La libéralisation des échanges est aussi bien le résultat que la cause des courants profonds qui agitent l'économie internationale.

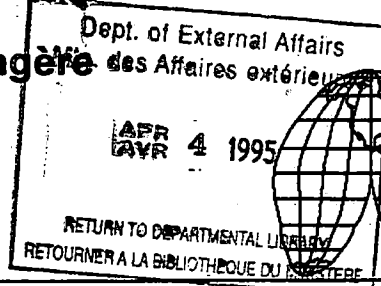
Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, à la conférence 1995 sur la politique commerciale de l'Economic Strategy Institute à Washington D.C., le 29 mars 1995, 95/22.

Distingués invités, chers participants, c'est dans un esprit de célébration et de réflexion que le Canada a choisi de marquer le 50^e anniversaire des Nations Unies [ONU]. Le Canada compte parmi les défenseurs les plus fervents de cette organisation et de son renforcement au moyen d'une réforme d'envergure. Que ce soit dans les domaines du maintien de la paix, des droits de la personne, de l'environnement ou de la santé, entre autres choses, la contribution de l'ONU mérite une profonde et juste reconnaissance. Le rôle des Canadiens, qui ont acquis une réputation de chefs de file mondiaux dans plusieurs sphères d'activités onusiennes, a aussi tout lieu de susciter notre fierté. Mais nous ne pouvons que constater que l'ONU, qui soulevait tant d'optimisme il y a encore peu de temps, a été significativement ébranlée sous le poids des récents conflits. Faut-il pour autant la bannir? Démonstrons plutôt que nous sommes aptes à tirer des leçons de l'histoire, des succès et des échecs que nous attribuons à l'ONU, de façon parfois inégale, afin d'assurer la revitalisation de cette seule organisation à vocation universelle [...] Ceux qui ont pu suivre l'ouverture de la 49^e Assemblée générale des Nations Unies en septembre 1994, se souviendront que le Canada a défini cinq grandes priorités, propres à redonner au système onusien la solidité et la souplesse nécessaires pour répondre aux problèmes actuels et à venir. En bref, nous proposons : de renforcer la capacité de prévention de l'ONU; de revoir en profondeur les activités de l'ONU en matière économique et sociale; de renforcer sa capacité de réaction rapide; d'améliorer le fonctionnement de ses institutions; et de doter l'ONU d'assises financières sûres. Nous poursuivons activement ce programme. Permettez-moi d'explorer en détail certaines de ces priorités.

Notes pour une allocution de l'honorable André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, à la première conférence canadienne sur la réforme de l'ONU, à Montréal (Québec), le 24 mars 1995, 95/21.

Pour obtenir des copies supplémentaires du matériel provenant du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, composez le (613) 944-4000 ou sans frais le 1-800-267-8376. Pour obtenir des renseignements sur le matériel provenant d'autres ministères, contactez leurs divisions respectives des communications. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction des communications sur la politique étrangère (BCF).

23-29, 1995

CA1
EA
T38
March-
29, 1995
Copy 1

Department of Foreign Affairs and International Trade
Foreign Policy Communications Division (BCF)

(disponible en français)

FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:
PRESS RELEASES:

New Agreements Between Canada and the Republic of Kazakhstan

March 29, 1995, no. 61

A Trade Agreement and a Declaration of Principles between Canada and the Republic of Kazakhstan were signed, in the presence of Prime Minister Jean Chrétien and visiting Kazakhstan Prime Minister Akezhan M. Kazhegeldin. The Declaration of Principles, which describes the basis on which the two countries will conduct and develop their relations, was signed by Secretary of State (Asia-Pacific) Raymond Chan and Kazakh Foreign Affairs Minister Kasymzhomart K. Tokaev. The Trade Agreement, which was signed by Mr. Chan and Kazakh Economy Minister Altai L. Tleuberdin, will facilitate trade between the two countries and provide the Canadian business community with additional certainty regarding its interests and activities in Kazakhstan. "This agreement, along with the declaration, clearly demonstrates the growing economic and political relationship between our two countries," said Mr. Chan. A \$1.1-million technical assistance package for Kazakhstan was also announced by Foreign Affairs Minister André Ouellet.

Ouellet to Participate in Special Ministerial Conference on
la Francophonie in Paris

March 28, 1995, no. 60

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that he will lead the Canadian delegation to a special ministerial conference of la Francophonie in Paris on March 30. The conference is being convened to enable representatives of member countries to consider fundamental questions pertaining to the future of la Francophonie, including future directions for Francophone co-operation, operation of la Francophonie institutions (in particular the relationship between the Summits and the Agency for Cultural and Technical Co-operation), and expansion of la Francophonie to other countries seeking membership.

Secretary of State Stewart to Visit Ghana

March 27, 1995, no. 59

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that Secretary of State (Latin America and Africa) Christine Stewart is visiting Ghana, March 26-30. This is the first Ministerial visit to that country since May 1993. While in Ghana, Mrs. Stewart will meet with President Jerry Rawlings and senior ministers and officials, including those responsible for programs and projects supported by the Canadian International Development Agency (CIDA). "I am delighted to be able to take a first-hand look at these projects. They reflect an important part of our CIDA programming in Africa," said Mrs. Stewart.

MacLaren Awards the Minister for International Trade
Challenge Cup to University of Ottawa MBA Students

March 23, 1995, no. 58

A team of six graduate business students from the University of Ottawa was awarded today the annual "Minister for International Trade Challenge Cup" by the Honourable Roy MacLaren. The cup is presented to the top Canadian team participating in the annual Dalhousie University International Business Case Competition. Members of the winning Canadian team are Claudia Abourizk, Christian Bilodeau, Fabrice Doisneau, Cameron Lawson, Adam Rubin and Christine Scott. Dr. Jane Fulton is the Faculty Advisor to the team. "I congratulate these students for having successfully demonstrated the important contribution they can and will make to meeting Canada's global trade challenges," Mr. MacLaren said. "International business education is a critical component of our future international competitiveness. As more students undertake studies and skills development in this area, Canada as a whole will be better equipped to take on challenges in the global marketplace."

STATEMENTS

Last week the international community finally agreed on a new Director-General for the World Trade Organization [WTO] — three months after the deadline had passed and almost a year after the WTO's triumphant launch in Marrakech. This inauspicious beginning reflects more than a flawed process to select heads of multilateral institutions — though this is surely a subject worthy of concern. The inability of North America, Europe and Asia to reach agreement on this issue was in many ways symbolic of a more fundamental challenge facing the world economy: how to ensure that the increasingly powerful forces of regionalism — especially among the so-called triad economies — remain building blocks of the broader multilateral order.... For Canada, regionalism is not an end in itself; rather, we are encouraging the expansion

of regional blocs so that we might eventually supersede them. This is why it is important to keep NAFTA's momentum alive. On one front, we are working hard to expand the Agreement to other countries — to widen the circle and to spread the rules....All of this begs a more fundamental question: does the world still have the stomach for trade liberalization? My simple — if not simplistic — answer to this question is that we really have no choice. Trade liberalization is following, as much as leading, underlying economic trends.

Notes for an Address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, to the Economic Strategy Institute, Pacific Basin Economic Council - U.S. 1995 Trade Policy Conference, Washington, D.C., March 29, 1995, 95/22

Distinguished guests and participants, Canada has chosen to mark the 50th anniversary of the United Nations in a spirit of celebration and reflection. Canada is one of the most fervent defenders of this organization and of its strengthening by means of a sweeping reform. The contribution made by the UN in peacekeeping, human rights, the environment, health and other areas rightly deserves our heartfelt gratitude. We also have every reason to be proud of the role played by Canadians, who have earned a reputation as world leaders in several sectors of the UN. Yet we cannot help but observe that the UN, which aroused such optimism not so long ago, has been deeply shaken by the impact of recent conflicts. Does this mean that it should be dismantled? Let us instead demonstrate our ability to learn from history, from the successes and failures that we attribute to the UN (sometimes in unequal proportions) in order to ensure the revitalization of this organization, the only one that is truly universal.... Those who followed the opening of the 49th General Assembly of the United Nations in September 1994 will remember that Canada defined five key priorities designed to restore the reliability and flexibility that the UN needs to respond to the problems of today and tomorrow. Briefly, we proposed: strengthening the UN's prevention capability; conducting an in-depth review of the UN's economic and social activities; strengthening its rapid reaction capability; strengthening the operation of decision-making institutions; and putting the UN on a sound financial basis. We are actively pursuing this agenda.

Notes for an Address by the Honourable André Ouellet, Minister of Foreign Affairs, at the First Canadian Conference on UN Reform, Montreal, Quebec, March 24, 1995, 95/21

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8377. Documents produced by other departments can be obtained by calling their respective communications divisions. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is published weekly by the Foreign Policy Communications Division (BCF) of the Department of Foreign International Trade.

